

# L'EUROPE MISE AU DÉFI. L'ASCENSION DE LA DROITE RADICALE ET SON IMPACT SUR L'UNION EUROPÉENNE



Par Rosa Balfour,  
Directrice de Carnegie Europe



et Stefan Lehne,  
Chercheur à Carnegie Europe

## CETTE FOIS, CELA POURRAIT ÊTRE DIFFÉRENT

2024 est prête à montrer à quel point le paysage politique en Europe a changé. Selon une recherche de l'Université d'Amsterdam, 32 % des électeurs ont voté pour des partis « anti-establishment » en 2021, une hausse par rapport à 12 % au début des années 90<sup>(1)</sup>. Les partis de la droite radicale représentent environ la moitié de cette part et ont augmenté plus rapidement que tout autre groupe.

L'Europe vit avec le populisme depuis plusieurs décennies. Il est monté là où les partis traditionnels de centre droite et de centre gauche perdaient du terrain. Le populisme, qui a une « idéologie mince », principalement axée sur la fomentation de la colère du « peuple pur » contre les « élites corrompues », s'est élevé tant à gauche qu'à droite du spectre politique<sup>(2)</sup>, a entravé et influencé l'Union Européenne et ses politiques, mais sans remettre en question ses principes de base et son fonctionnement.

Les partis de la droite radicale des années 2020 ont un profil idéologique plus varié que le

populisme. Contrairement à l'extrême droite, la droite radicale accepte l'essence de la démocratie, mais rejette son libéralisme (droits des minorités, État de droit, séparation des pouvoirs)<sup>(3)</sup>. Dans cette ligne de pensée, le pluralisme, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, et les droits des femmes et des LGBTQI ont été démantelés en Pologne (par le gouvernement désormais vaincu de Droit et Justice) et en Hongrie. Des dirigeants de la droite radicale comme le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, croient que 2024 sera un « point de bascule ». Les élections dans l'UE, aux États-Unis et ailleurs signifieront que « la scène politique mondiale aura une apparence complètement différente. » Il voit le vent souffler en sa faveur<sup>(4)</sup>.

Des revers récents en Pologne et en Espagne ont montré que la montée incessante des partis de la droite radicale n'est pas une conclusion inévitable. Cependant, les sondages actuels pour un certain nombre d'élections nationales et pour l'élection du Parlement européen de juin 2024 indiquent une forte probabilité de leur succès électoral continu. De nombreux partis de la droite radicale ont atteint des parts de vote de 20 % et plus. Plusieurs ont rejoint des gouvernements de coalition ou ont conclu des accords de soutien parlementaire. La droite radicale est maintenant au gouvernement ou soutient des gouvernements en Finlande, Hongrie, Italie, Slovaquie, Suède. Aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders pourrait diriger un gouvernement minoritaire. En Autriche, la droite radicale devrait très bien se comporter lors des élections d'automne 2024. Dans d'autres pays, ils sont devenus le principal groupe d'opposition.

(1) <https://popu-list.org>

(2) Cas Mudde (2004), *The Populist Zeitgeist, Government and Opposition*, 39 (2004), p. 542-563.

(3) Cas Mudde (2019), *The Far Right Today*, London, Polity Press

(4) <https://abouthungary.hu/news-in-brief/pm-orban-2024-will-again-be-a-year-of-success>

(5) Albert O. Hirschman (1972), *From Exit to Voice. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard University Press.

(6) <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/marine-le-pen-reinstalle-le-duel-avec-emmanuel-macron-dans-ses-propositions-sur-leurope>

Un flanc droit plus fort au Parlement européen et un Conseil européen avec un plus grand nombre de gouvernements impliquant la droite radicale pourraient entraîner un changement dans l'Union européenne. La question est de savoir à quoi pourrait ressembler ce changement.

---

## ce que pense La DROITE RADICALE

---

À la suite du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni en 2016, les partis eurosceptiques, y compris la droite radicale, ont vu une certaine modération des positions envers l'Union européenne. Les demandes pour que leurs pays quittent l'UE ou l'Euro ont été principalement abandonnées. Le départ chaotique et douloureux du Royaume-Uni a transformé de telles initiatives en perdants électoraux dans les campagnes électorales. Que ce changement « *from exit to voice* »<sup>(5)</sup> représente un véritable changement d'attitude ou juste un ajustement tactique peut varier d'un cas à l'autre, mais leur ethnonationalisme les rend profondément hostiles à l'UE. De nombreux partis propagent désormais une « alliance européenne des nations »<sup>(6)</sup>, organisée strictement selon des lignes intergouvernementales. Certains exigent une renégociation des traités de l'UE menant à un retour des pouvoirs aux États membres, d'autres rejettent simplement tout transfert supplémentaire de compétences au niveau européen ou plus de votes à la majorité.

Outre une profonde antipathie envers l'Union européenne, ces partis s'alignent les uns avec les autres dans leurs sentiments radicalement anti-migration, en particulier racialement ou religieusement déterminés. Certains, y compris l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), ont adopté des théories de « remplacement ethnique ». Ils s'opposent à tout rôle significatif de l'UE dans la régulation de ces questions, ainsi qu'aux règles internationales telles que la Convention de Genève sur les réfugiés ou le pacte de l'ONU sur la migration. ►

- Ils convergent également dans leur scepticisme à l'égard des politiques climatiques. Certains partis se sont éloignés du déni climatique en faveur de paysages de nostalgie rurale, comme en France, en Suède et en Finlande, mais ils comptent de nombreux climatosceptiques parmi leurs adeptes. Ils ont fomenté le « backlash vert » contre le « Green Deal » de l'UE et exploité les protestations des agriculteurs.

Un autre domaine de convergence parmi ces partis sont des valeurs familiales profondément conservatrices contre les droits des femmes et des LGBTQI. Ces dernières années, ces partis ont renforcé leurs liens internationaux précisément autour de ces valeurs partagées, à travers des réseaux tels que le Conservative Political Action Network<sup>(8)</sup> et la Conférence démographique de Budapest<sup>(9)</sup>.

Les décideurs politiques de l'UE ont tiré consolation du fait que la droite radicale était fortement divisée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En Pologne et dans les pays Baltes, la Russie est depuis longtemps perçue comme une menace de manière unanime. En Italie, l'engagement du gouvernement FdI dirigé par Giorgia Meloni envers les efforts occidentaux contrastait avec les sentiments prorusses de ses partenaires de coalition et les vues amicales envers la Russie des gouvernements italiens précédents. Mais la droite radicale maintient une position critique à l'égard des politiques des États-Unis et de l'UE, qui, selon elle, partagent une certaine responsabilité dans la crise. Un certain nombre de partis maintiennent leurs sympathies ouvertes envers la Russie. Les sanctions et le soutien militaire à l'Ukraine pourraient être affectés si le contexte international changeait. Si Donald Trump, en tant que prochain Président des États-Unis, poursuit, comme il l'a promis, un accord de paix avec la Russie, l'unité européenne sur l'Ukraine risque de prendre fin.

(8) <https://www.theguardian.com/politics/2024/feb/27/controversial-rightwing-figures-spoke-alongside-liz-truss-at-cpac-event>

(9) <https://www.euractiv.com/section/politics/news/meloni-to-be-keynote-speaker-at-budapest-demographic-summit>

---

## CONTENIR LA DROITE RADICALE?

---

Les nationalismes respectifs de la droite radicale ont sapé la capacité de ces partis à influencer la politique européenne. À certains égards, la droite radicale a agi en dessous de son poids collectif. Les décideurs politiques à Bruxelles ont joué une diplomatie transactionnelle avec les dirigeants de la droite radicale afin d'atteindre les dénominateurs communs minimaux nécessaires pour faire avancer la politique. Ces tactiques ont peut-être permis à la machine de l'UE de progresser, mais elles ne répondent pas au contexte politique dans lequel la droite radicale a émergé.

Les crises de la zone euro et de la migration, la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie avec ses retombées économiques ont mis à rude épreuve les sociétés européennes. Certaines des mesures prises par les gouvernements en réponse à ces défis et, parfois aussi, l'échec à répondre aux griefs largement partagés ont érodé la confiance d'une grande partie du public envers les gouvernements. Les partis de la droite radicale ont été rapides à exploiter cette aliénation et ont habilement utilisé les médias sociaux pour fomenter davantage de colère et de frustration.

Une grande partie de la responsabilité du succès de la droite radicale repose également sur les principaux partis établis. Comme les politologues Cas Mudde et Jan-Werner Müller l'ont longtemps soutenu, ces partis – craignant la nouvelle concurrence – ont commencé à adopter des idées de la droite radicale, qui, en conséquence, sont progressivement devenues normalisées dans certains pays, devenant même une partie du courant politique principal. Cependant, leur espoir que cette stratégie les aiderait à conserver leur électorat traditionnel a rarement porté ses fruits. En pratique, de vastes recherches ont montré que les électeurs préfèrent généralement la vraie droite radicale à ses imitateurs.

# “LES CRISES DE LA ZONE EURO ET DE LA MIGRATION, LA PANDÉMIE ET L’INVASION DE L’UKRAÏNE PAR LA RUSSIE AVEC SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ONT MIS À RUDE ÉPREUVE LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES.”

---

## La DROITE RADICALE EST-ELLE IMPARABLE ?

---

Une stratégie plus réussie pour contenir la droite radicale pourrait inclure les éléments suivants.

**Premièrement**, les principaux partis devraient rester fermes dans leur engagement envers les principes d’une société démocratique libérale. Ils devraient promouvoir le respect de l’État de droit tant au niveau national qu’euro-péen, et veiller à ce que les instruments développés par l’UE à cette fin soient appliqués de manière cohérente et non soumis à des négociations transactionnelles.

**Deuxièmement**, une démocratie fonctionnelle repose sur le dialogue et le compromis. Les forces politiques démocratiques devraient donc s’engager dans le dialogue avec tous les partis qui ne sont pas racistes et qui sont respectueux des processus démocratiques et explorer le potentiel de persuasion et de socialisation.

**Troisièmement**, les principaux partis doivent sérieusement aborder les griefs qui poussent les électeurs vers ces partis. Ils doivent mieux expliquer leurs politiques sur la migration et le climat et veiller à ce que les perdants du changement économique et technologique ne soient pas des laissés-pour-compte..

**Quatrièmement**, isoler ces partis et les empêcher de gouverner peut être une stratégie viable dans certains cas, mais ne fonctionnera pas dans d’autres. Lorsque la participation à une coalition ne peut être évitée, les principaux partis devraient veiller à ce que l’accord de coalition contienne des garde-fous solides garantissant que le gouvernement dans son ensemble reste engagé envers les principes démocratiques et l’intégration européenne.

**Cinquièmement**, une représentation plus forte des partis de la droite radicale au Parlement européen et au Conseil dans les années à venir pourrait bien être inévitable. Mais ils ne seront toujours qu’une minorité. Si les forces démocratiques libérales travaillent bien ensemble et restent fidèles à leurs principes partagés, les dommages peuvent être contenus. ■